**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE GRENOBLE**

N°1800836

M. X

M. Jean-Louis Ban
Rapporteur

M. Stéphane Morel
Rapporteur public

Audience du 4 décembre 2019
Lecture du 19 décembre 2019

135-02-03-03-06

C

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le tribunal administratif de Grenoble

(1^{ère} chambre)

Vu la procédure suivante :

Par une requête et des mémoires enregistrés le 30 janvier 2018, le 22 août 2018, le 30 octobre 2018, M. X, demande au tribunal :

1°) d'annuler la décision du 4 décembre 2017 par laquelle le président de Y a rejeté sa demande du 6 septembre 2017 tendant à rétablir un service de collecte en porte à porte des ordures ménagères une fois par semaine devant son domicile ;

2°) d'enjoindre à Y de mettre en place un service effectif de collecte porte-à-porte des ordures ménagères une fois par semaine en bordure de la voie départementale au niveau de la parcelle section sous astreinte de 100 euros par jour de retard à compter de l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la notification du jugement

Il soutient que :

- la décision attaquée méconnaît les dispositions de l'article R. 2224-24 du code général des collectivités territoriales, notamment ses point III et IV ;
- la décision attaquée méconnaît le principe d'égalité devant la loi au regard notamment de son handicap ;
- elle méconnaît l'arrêté préfectoral n°78-1368 du 7 février 1978.

Par des mémoires en défense enregistrés le 5 juillet 2018 et 26 juin 2019, Y conclut au rejet de la requête et à ce que M. X soit condamné à lui payer la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que :

- les conclusions d'injonction, présentées à titre principal dans la requête, sont irrecevables ainsi que celles tendant à « contraindre » et « constater » ;
- le moyen tenant à la violation de l'arrêté préfectoral n°78-1368 du 7 février 1978 est inopérant ;
- l'argumentation tenant sur la distance de 200 mètres est également inopérante ;
- le moyen tiré de la méconnaissance du III des dispositions de l'article R. 2224-24 du code général des collectivités territoriales est inopérant ;
- le moyen tiré de la méconnaissance du IV des dispositions de l'article R. 2224-24 du code général des collectivités territoriales n'est pas fondé.

Par un courrier enregistré le 15 avril 2019, le Défenseur des droits a présenté des observations sur le fondement de l'article 33 de la loi du 29 mars 2011.

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu :

- la loi organique n°2011-333 du 29 mars 2011 ;
- la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 ;
- le code général des collectivités territoriales ;
- le code du tourisme ;
- le code de l'environnement ;
- le code de la santé publique ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Ban,
- les conclusions de M. Morel, rapporteur public,
- les observations de Me Djefal représentant Y

Considérant ce qui suit :

1. Il ressort des pièces du dossier que la commune de Z est une commune de moyenne montagne, installée sur les premiers contreforts du massif de , qui comporte environ 900 habitants. En 2016, la collecte des ordures ménagères a été modifiée par Y , passant d'une collecte en porte à porte à une collecte par apport volontaire. M. X , âgé de 74 ans et titulaire d'une carte d'invalidité en raison d'un taux d'incapacité égal ou supérieur à 80%, doit parcourir une distance d'environ 1800 m pour se rendre au point de collecte des ordures ménagères par apport volontaire le plus proche de son domicile situé route de . Par courrier du 6 septembre 2017, il a demandé au président de Y de rétablir un service de collecte des ordures ménagères en porte à porte une fois par semaine près de son domicile. Par décision du 4 décembre 2017, le président de Y a rejeté cette demande. M. X en demande l'annulation.

2. Aux termes de l'article R. 2224-23 du code général des collectivités territoriales : « Au sens de la présente section, on entend par : (...) 7° " Collecte " : toute opération de ramassage des déchets, y compris leur tri et leur stockage préliminaires, en vue de leur transport vers une installation de traitement des déchets ; 8° " Collecte en porte à porte " : toute collecte à partir d'un emplacement situé au plus proche des limites séparatives de propriétés dans la limite des contraintes techniques et de sécurité du service ; (...) 10° " Modalités de collecte " : l'ensemble des caractéristiques techniques et organisationnelles de la collecte ; 11° " Zone agglomérée " : toute zone au tissu bâti continu ne présentant pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions. ».

3. Aux termes de l'article R. 2224-24 du même code : « I. – Dans les zones agglomérées groupant plus de 2 000 habitants permanents, qu'elles soient comprises dans une ou plusieurs communes, les ordures ménagères résiduelles sont collectées au moins une fois par semaine en porte à porte. II. – Dans les autres zones, les ordures ménagères résiduelles sont collectées au moins une fois toutes les deux semaines en porte à porte. III. – Dans les communes touristiques au sens de l'article L. 133-11 du code du tourisme, les ordures ménagères résiduelles sont et en périodes touristiques dans les zones agglomérées groupant plus de 2 000 habitants collectées au moins une fois par semaine en porte à porte. IV. – Les dispositions des I, II et III ne s'appliquent pas dans les zones où a été mise en place une collecte des ordures ménagères résiduelles par apport volontaire, dès lors que cette collecte offre un niveau de protection de la salubrité publique et de l'environnement ainsi qu'un niveau de qualité de service à la personne équivalents à ceux de la collecte en porte à porte. ».

4. Il résulte de ces dispositions que la collectivité ou l'établissement public compétent en matière de gestion et collecte des déchets ménagers peut mettre en place une collecte des ordures ménagères résiduelles par apport volontaire si elle offre un niveau de protection de la salubrité publique et de l'environnement ainsi qu'un niveau de qualité de service à la personne équivalents à ceux de la collecte « en porte à porte » c'est-à-dire au plus proche des limites séparatives de propriétés dans la limite des contraintes techniques et de sécurité du service.

5. *Y* fait valoir que les points d'apports volontaires permettent un dépôt d'ordure à tout moment dans la mesure où les habitants ont la possibilité de trier et de déposer en permanence leurs déchets, même encombrants. Il n'est pas contesté que les cuves implantées sur les lieux d'apport volontaire sont lavées et désinfectées deux fois par an et que des camions viennent les vider très régulièrement. En outre, ce système apparaît contribuer à la protection de l'environnement en favorisant le tri sélectif des déchets et la réduction des déchets non recyclables en ce qu'un seul lieu permet de trier la totalité des déchets quotidiens et qu'il améliore les conditions de vie et l'environnement des usagers du service en comparaison avec la collecte des ordures en « porte à porte » qui crée de fortes nuisances sonores et olfactives pour les riverains. Face à ces éléments circonstanciés, M. *X* n'apporte aucun élément concret tels que des constats ou des photographies de nature à établir que la collecte des déchets en point d'apport volontaire, notamment le point d'accès situé à 1800 mètres de son domicile, est à l'origine de nuisances comme des déchets stockés sur la voirie publique. Ainsi, il n'est pas démontré que ce système de collecte mis en place par *Y* n'offre pas un niveau de protection équivalent à celui de la collecte en porte à porte du point de vue de la salubrité publique et de l'environnement en méconnaissance des exigences du IV de l'article R. 2224-24 du code général des collectivités territoriales.

6. Par ailleurs, en ce qui concerne la condition de qualité du service à la personne équivalent au porte à porte requise par les mêmes dispositions, *Y* fait

valoir, sans être précisément contredite, que le point d'apport volontaire mise en place permet de desservir un secteur comportant plus de cinquante logements répartis sur sept voies sans issue et sur lesquelles la circulation et le retournement des véhicules de collecte sont difficiles ou impossible. Il s'ensuit que la circulation des véhicules normalement affectés à ce service présenterait, dans ces voies et eu égard à la configuration particulière des lieux et aux aléas climatique en période hivernale, des risques pour la sécurité publique, notamment celle des personnels du service. Le système de collecte des ordures en point par apport volontaire tend ainsi à faciliter la circulation sur ces routes de montagne et contribue, en outre, à la continuité du service public, les usagers ayant la possibilité de déposer leurs déchets de façon permanente sur ce point d'apport dont la grande capacité d'accueil n'est pas contestée. Par ailleurs, il n'est pas allégué que, du fait de leur conception ou aménagement, les conteneurs ne seraient pas accessibles aux personnes handicapées ou à mobilité réduite. Enfin, ce point d'apport volontaire se situant à l'aval des diverses voies de desserte des habitations du secteur et dans le sens de circulation couramment fréquenté par l'ensemble des riverains, en direction des lieux de travail et de service, son emplacement n'apparaît pas faire peser globalement sur les usagers des déplacements manifestement disproportionnés compte tenu des contraintes techniques et de sécurité existants sur le secteur de

7. A l'appui de ses moyens tirés la méconnaissance du principe d'égalité et de l'existence d'une pratique discriminatoire, M. X fait plus particulièrement valoir sa situation de handicap, le fait que son domicile est situé en bordure de la route départementale n°57 et qu'un retour au système de collecte en porte prévu, en principe, par l'article R. 2224-24 du code général des collectivités territoriales, résoudrait ses difficultés.

8. Toutefois, si, en règle générale, le principe d'égalité devant la loi impose de traiter de la même façon des personnes qui se trouvent dans la même situation, il n'en résulte pas pour autant qu'il oblige à traiter différemment des personnes se trouvant dans des situations différentes.

9. En l'espèce, il est vrai que la collecte des ordures ménagères résiduelles par apport volontaire, compte tenu de l'éloignement de certains points de collecte, est susceptible de pénaliser particulièrement les personnes ayant des difficultés de déplacement, notamment les personnes handicapées ou à mobilité réduite comme M. X. Il résulte de ce qui a été dit au point précédent que lorsqu'elle arrête les modalités d'organisation du service public de collecte, Y n'a pas l'obligation de tenir compte de la situation particulière de chacun des usagers au regard de ce service public. En outre, il ne ressort pas des pièces du dossier que le choix de recourir à la collecte par apport volontaire limiterait de façon disproportionnée les possibilités d'accès au service d'un nombre significatif d'usagers de la commune au regard de leur situation particulière tenant notamment à leur âge, à leur état de santé ou à leur handicap au point de justifier un changement des modalités de collecte dans le secteur considéré. Ce choix paraît répondre en outre, de façon appropriée, aux nécessités d'intérêt général poursuivies par Y d'assurer la sécurité des personnels et des usagers de la voie publique, la continuité du service public de collecte et de favoriser le tri et la quantité des déchets produits par les usagers. Dans ces conditions, la seule circonstance que cette mesure d'organisation du service public affecte particulièrement la situation de certains usagers ne suffit pas à lui conférer un caractère discriminatoire et à porter atteinte au principe d'égalité. De même, les inconvénients et contraintes supplémentaires générés par cette modalité de collecte des ordures ménagères, pour réels qu'ils soient, ne sont pas d'une nature ou d'une ampleur telle en l'espèce qu'ils entacheraient la décision attaquée d'une erreur manifeste d'appréciation.

10. Si M. X n'établit pas que le choix de recourir à une collecte des ordures ménagères résiduelles par apport volontaire est illégal, il n'en reste pas moins vrai que Y ne saurait se désintéresser des conséquences que le fonctionnement du service de collecte entraîne sur l'accès de certains usagers à ce service compte tenu de leur situation particulière. A cet égard, il lui appartient, d'adapter les modalités de fonctionnement de ce service notamment quant à l'implantation des points de collecte ou, pour le moins, d'informer et d'accompagner des usagers sur les dispositifs d'aide existants pour leur assurer un accès effectif au service, au besoin, en collaboration avec d'autres personnes publiques ou privées disposant de compétence en la matière. Cette considération n'est toutefois pas de nature à entraîner, en l'espèce, l'annulation de la décision attaquée eu égard à son objet qui est de répondre à la demande de M. X de revenir au système de collecte en porte à porte et non de rapprocher le point de collecte d'apports volontaires de son domicile.

11. Dans ces conditions, les moyens tirés de ce que la décision attaquée méconnaîtrait les dispositions du IV de l'article R. 2224-24 du code général des collectivités territoriales et le principe d'égalité et révélerait une discrimination au sens de l'article 1er de la loi du 27 mai 2008 doivent être écartés.

12. Il ressort des pièces du dossier que la commune de Z ne bénéficie pas du statut de commune touristique défini à l'article L. 133-11 du code du tourisme qui est accordée sur demande de la collectivité publique. Il n'est pas établi ni même allégué qu'elle formerait, en périodes touristiques, une zone agglomérée groupant plus de 2 000 habitants telle que définie à l'article R. 2224-23 du code général des collectivités territoriales. Dès lors, M. X ne peut utilement invoquer les dispositions du III de l'article R. 2224-24 du code général des collectivités territoriales pour soutenir qu'un système de collecte des ordures ménagères en porte à porte doit être mis en place près de son domicile.

13. L'arrêté du préfet de l'Isère du 7 février 1978 invoqué par le requérant prévoyait l'obligation aux « communes de l'Isère ou aux groupements de communes constitués entre elles (...) de plus de 500 habitants permanents, (...) d'organiser la collecte en porte à porte, au moins une fois par semaine ». Toutefois, cet acte, qui a été pris en application du décret n° 77-151 du 7 février 1977 abrogé par décret n°2000-318 du 7 avril 2000, n'était plus en vigueur à la date de la décision attaquée. Le moyen tiré de sa méconnaissance est, par suite inopérant.

14. Il résulte de tout ce qui précède, sans qu'il soit besoin d'examiner la fin-de-non-recevoir opposée par Y, que M. X n'est pas fondé à demander l'annulation de la décision contestée.

Sur les conclusions à fin d'injonction :

15. La présente décision n'appelle aucune mesure d'exécution. Par suite, les conclusions à fin d'injonction doivent être rejetées.

Sur les frais liés à l'instance :

16. Dans les circonstances de l'espèce, il n'y a pas lieu de faire droit aux conclusions de Y tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

D É C I D E :

Article 1^{er} : La requête de M. X est rejetée.

Article 2 : Les conclusions de Y tendant à l'application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié :
- à M. X
- et à Y
Copie en sera adressée, pour information, au Défenseur des droits.

Délibéré après l'audience du 4 décembre 2019 à laquelle siégeaient :
Mme Paquet, présidente,
M. Ban, premier conseiller,
M. Ruocco-Nardo, conseiller.

Lu en audience publique le 19 décembre 2019.

Le rapporteur,

La présidente,

J.-L Ban

D. Paquet

La greffière,

A. Giroix

La République mande et ordonne au préfet de l'Isère en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.